

Editorial

Lanceurs d'alerte et porteurs d'espoir

Le Collectif des Associations Citoyennes a pour objet de « *mettre en lien les associations et les personnes qui contribuent à l'intérêt général et au bien commun, sont attachées aux fondements et à la pratique d'une citoyenneté responsable et concourant, de ce fait, à l'émergence d'un monde à finalité humaine* ».

Pour cette raison, le Collectif s'est constitué pour **combattre la circulaire Fillon et a fait des propositions pour une nouvelle circulaire**. Beaucoup d'entre elles ont été aujourd'hui entendues, ce dont on peut se féliciter. Il s'est également battu pour dénoncer les conséquences de la baisse des financements publics et les dangers de l'émergence des financements privés par un marché des obligations associatives. Ce combat est nécessaire et il doit être poursuivi. C'est pourquoi nous avons écrit aux 577 député-e-s et aux 348 sénatrices/teurs pour les alerter sur les conséquences dramatiques du projet de budget 2016, s'il était voté en l'état, et pour demander qu'une partie des rentrées fiscales qui naîtront d'une lutte plus efficace contre la fraude et les paradis fiscaux soit affectée à la reconstruction des services publics et à la vie associative.

Cependant, il est également nécessaire de valoriser, mutualiser et faire connaître les centaines de milliers d'actions menées par les associations citoyennes et par les citoyens. Beaucoup agissent en comptant sur leurs propres forces et font des merveilles. Leur faire savoir est porteur d'espoir pour de multiples associations et des militants souvent dispersés. Il est essentiel de faire connaître ces actions afin que les citoyens prennent davantage conscience de la portée universelle de l'action qu'ils mènent, même si elle est modeste. Il est également indispensable de faire connaître plus largement les actions

réalisées sur le terrain par des associations au service du respect des droits fondamentaux et du bien commun.

Cette année, l'accent a été mis sur les **actions porteuses d'écologie au quotidien**, en lien avec les enjeux climatiques. Le **répertoire des actions** réalisables par les citoyens réalisé par le Collectif a eu un grand retentissement, avec, comme le dit **Jean Gaudrey**, deux originalités : **1)** lier l'écologie des « petits gestes », celle des actions de « petits collectifs », et celle des mobilisations plus vastes, et **2)** lier l'écologie et le social.

C'est pourquoi cet inventaire doit être poursuivi et élargi en montrant comment les citoyens peuvent contribuer au lien social, au respect des droits fondamentaux, au développement des logiques de coopération en comptant sur leurs propres forces et en s'associant. Certains nous ont dit que cette démarche leur redonne espoir en montrant qu'ils ont la possibilité d'agir, même dans des situations difficiles. C'est ce double travail de **lanceurs d'alerte et de porteurs d'espoir** que nous devons élargir dans la durée, au niveau national ou local.

Didier Minot

Les chiffres du mois :

88%

Des français pensent que les choses n'avancent pas assez rapidement pour lutter contre le changement climatique.

Des français sont favorables aux initiatives citoyennes en matière d'économie collaborative pour lutter contre le changement climatique.

(source : *Nouvel Obs* du 15/10/15)

Mobilisations

Actions du Collectif

Le chantier des « formations » au CAC

Face à l'aggravation d'une crise pérenne et multiforme (économique, financière, écologique, culturelle, démocratique) et face aux conséquences des politiques de rigueur et de déréglementation qu'elles subissent, les associations citoyennes et les collectivités territoriales sont confrontées à de multiples difficultés pour assurer au mieux leurs missions ainsi qu'aux nombreux problèmes rencontrés par les habitants de leur territoire.

Le Collectif des Associations Citoyennes a commencé cette année à préciser les grandes lignes d'un **projet éducatif** visant à donner aux responsables et membres des associations ainsi qu'aux élus et aux personnels territoriaux une **conscience plus large du sens et de la portée des actions** qu'ils mènent et des enjeux auxquels ils répondent. L'option est celle d'une **éducation émancipatrice** s'appuyant sur l'actualité et misant sur le partage des connaissances et des expériences au travers de sessions de formations courtes sur des sujets technico-politiques (comme celle concernant la [circulaire Valls](#), le 19 octobre dernier) et des sessions plus longues visant une action en profondeur et la mise en relations des acteurs d'un territoire.

Conscient de la difficulté pour certains, nombreux, qui ne peuvent participer « physiquement » à ces sessions, le CAC va mettre en place des **e-formations** (via une plateforme Internet) permettant d'élargir la participation. Ce nouvel outil est en court d'élaboration et nous comptons proposer courant janvier 2016 une première session à distance consacrée à la circulaire Valls. **Nous vous tiendrons bien évidemment informés de l'évolution de cette démarche.**

> [Pour bien cibler les formations voici le questionnaire sur vos besoins en matière de formation/information](#) <

Budget 2016 : l'avenir des associations citoyennes en question

Si les diminutions de subventions de 2014 et 2015 ont pu tant bien que mal être absorbées, il n'en sera pas de même en 2016, car les trésoreries associatives sont exsangues et beaucoup de communes n'ont plus de marge de manœuvre. **Le Collectif des associations citoyennes s'est adressé à tous les députés et sénateurs** pour dénoncer un projet de budget 2016 qui constitue un instrument véritablement régressif de la transformation de la société. Si le récent accord mondial sur la lutte contre la fraude fiscale permet, comme l'a affirmé le gouvernement, de faire rentrer dans les caisses de l'État de 30 à 50 milliards d'euros chaque année, ces disponibilités doivent être employées à restaurer la confiance et le vivre ensemble, et non servir à accorder de nouveaux cadeaux aux entreprises. C'est pourquoi le **Collectif demande à nouveau la création d'un fonds qui puisse apporter des financements stables et garantis** aux associations répondant à un certain nombre de critères. On trouvera le [dossier plus détaillé ICI](#).

Samuel Boureau pour le CAC



Soutenir le Collectif :

Dans le contexte actuel, **le rôle joué par le CAC est plus que jamais nécessaire**. De même la mutualisation : des expériences, des analyses, des solutions et propositions est nécessaire pour tenir, s'informer, se former, lutter et s'entraider. Pour cela, nous avons encore plus **besoin de votre soutien 2015**, afin de pouvoir continuer à parler librement sur les sujets qui concernent les associations citoyennes.

→ [Téléchargez le bulletin d'adhésion](#) → [Faire un don](#) Adhérer en ligne : → [Individuel](#) → [Personne morale](#)

Analyse

Retour sur le séminaire d'été du Collectif

« Pourquoi agissons-nous ? Comment agir ensemble dans la durée ? »

Le Collectif des associations citoyennes a tenu son [séminaire d'été du 6 au 8 juillet](#) à l'Hay-les-Roses (94), avec 60 participants Il paraît utile d'y consacrer le dossier du mois, car ce séminaire a permis de faire le point sur l'action du Collectif et de mieux préciser nos orientations.

Ces 3 jours de débats ont constitué pour les participants un moment de respiration et d'écoute collective, dans une ambiance chaleureuse, avec beaucoup d'échanges. Une dynamique commune s'est créée autour de valeurs et d'objectifs communs : faire société, combattre pour les droits, la dignité et les biens communs, coopérer et construire, contribuer à la transition écologique, chercher l'émancipation et la capacité actions citoyennes, rendre possible une citoyenneté active et la participation de tous. Des pistes concrètes ont été dégagées pour l'année à venir, en constituant plusieurs groupes de travail. Ce séminaire marque une nouvelle étape dans l'action du CAC. Il nous a donné une force supplémentaire pour continuer l'action, souvent dans l'adversité, et a constitué pour tous un facteur d'espoir.

Réflexion d'ensemble Évolution historique des associations et situation actuelle



Les associations abordent aujourd'hui une nouvelle étape de leur histoire. Elles doivent se battre pour maintenir les solidarités liées à l'État social, qui reste encore largement debout, et aussi développer une autonomie associative en inventant des formes d'organisation nouvelles. Aujourd'hui, leur action est remise en cause par plusieurs évolutions concomitantes : poursuite de la diminution des financements publics, multiplication des appels d'offres, perspective de mise en place de partenariat public-privé, réforme territoriale, changements de couleur politique. En 2015, les associations moyennes ont été les plus durement touchées, mais le pire est à venir en 2016 et 2017. Une mobilisation est nécessaire. Beaucoup d'associations n'ont pas encore pris conscience de la gravité de la situation, mais on commence à voir émerger des collectifs départementaux, offensifs, jeunes et dynamiques. D'autre part, certaines associations mettent en application des principes de sobriété. L'avenir se situe dans ces nouvelles formes, tout autant que dans le sauvetage et la rénovation des formes anciennes. Ce combat rejoint celui de toute la société. [Voir la suite ici.](#)

Perspectives d'évolution du capitalisme, enjeux écologiques et sens de l'action collective

La réflexion du premier jour a porté sur les enjeux des prochaines décennies (perspectives d'évolution du capitalisme, enjeux écologiques et sens de l'action collective). De nombreux auteurs estiment que quelque chose d'énorme se profile à l'horizon. Nous avons affaire à une crise systémique très importante qui résulte de la conjonction de plusieurs changements majeurs, liés entre eux dont chacun l'enjeu à lui seul l'avenir de nos sociétés. L'objet de cette réflexion était d'analyser la nature probable des défis : avenir du capitalisme, évolution de la crise écologique, combats politiques qui en découlent, et d'entrevoir les opportunités et les actions possibles qui se présenteront et d'en débattre, avec en conclusion une invitation à retrouver le sens de l'action collective. [Lire la suite ici.](#)

L'union européenne « un rêve dénaturé » et le recul de la démocratie

Cet atelier a fait un constat de la situation de l'Europe, dont la finalité est avant tout économique et non pas démocratique et politique. Les états européens ont concédé de nombreuses prérogatives à l'union européenne, et le droit joug un rôle fondamental dans une construction qui est « adémocratique ». Le groupe a proposé que le CAC se positionne sur sa propre stratégie vis-à-vis de l'union européenne. [Voir la suite ici.](#)

Réflexion sur le sens de l'action collective/associative

Rappel historique, depuis le Moyen Âge, avec l'émergence d'associations, l'importance de la Déclaration de l'homme et du citoyen, la révolution industrielle, avec un processus d'artificialisation où ce qui définit l'humain c'est d'être producteur. Aujourd'hui la logique dominante est devenue financière détruit ce qui reste de politique dans la société et en particulier l'action associative. L'homme est devenu en mesure de détruire la planète, cette destruction a déjà commencé. C'est pourquoi les associations ne peuvent plus se tourner vers l'État ni vers les banques mais doivent se redéfinir pour recréer des capacités d'action. Elles sont coresponsables de l'avenir, c'est en grande partie sur elle que repose la construction d'une alternative.

A la suite de cette introduction, le débat a porté sur la cohérence entre les valeurs et les actions, sur le sens du mot valeur, l'importance du travail d'éducation conçu comme émancipation, etc. Pour certains nous sommes faibles face à un monstre. Le but est de construire des choses sur lesquelles on pourra s'appuyer le jour de la catastrophe. Pour d'autres, nous sommes faibles mais en même temps nous sommes forts car nous articulons notre travail avec la dignité. [Lire ICI l'intégralité du débat.](#)

Analyse (suite)

Réflexions thématiques

Relations associations collectivités

Les relations entre associations et collectivités montre une grande diversité de situations : des relations de confiance, où il est possible de co-construire des réponses aux enjeux du territoire, des relations « poil à gratter » où il est nécessaire jouer un rôle d'alerte, des relations d'opposition et de combat. L'atelier a débouché sur la proposition de constituer un groupe de travail pour établir un répertoire des actions positives de relations associations-collectivités en s'appuyant sur l'expérience des membres du groupe, proposer aux associations un décryptage de la réforme territoriale et des outils méthodologiques avec des exemples, pour agir dans leurs relations avec les collectivités, avec des formations conjointes élus-associations-techniciens.

Mutualiser les expériences et les faire connaître

De l'avis général, la mutualisation des expériences est un des axes essentiels du travail du collectif, avec plusieurs objectifs : comment les associations peuvent agir sans moyens, ou de façon plus frugale ? Comment développer une lecture transversale des différentes expériences et de leur sens ? Il s'agit de poursuivre le travail de mutualisation et le développer en mettant l'accent sur d'autres domaines *-avec un travail de même nature que pour l'écologie, d'aller voir ce qui se passe dans d'autres pays, (Grèce, Suisse, Allemagne,...)* - ; d'utiliser l'image et de la vidéo comme outil central, sous forme de clips, de témoignages, de questions. Des démarches territoriales peuvent être entreprises si les associations sont structurées localement.

Ces différentes pistes seront reprises au cours du dernier trimestre avec la relance du groupe « mutualisation des expériences », avec une priorité pour les expériences du champ social.

Au total, ce séminaire a donné aux participants une force supplémentaire pour continuer l'action qu'ils mènent, souvent dans l'adversité, et a constitué pour tous un facteur d'espoir. Il s'est créé un réel esprit collectif qui va nous permettre d'avancer autour d'objectifs élargis :

- **donner confiance et conscience** aux citoyens en leur permettant de se réapproprier une vision d'ensemble,
- **partager les analyses et propositions** générées par le collectif, mais aussi par les associations et réseaux, et les **expériences porteuses d'espoir**,
- **se doter d'une organisation** leur permettant **d'approfondir les analyses** des situations et des difficultés associatives, et d'agir pour la **défense des financements publics** et du **rôle spécifique des associations citoyennes** dans la société **au service du bien commun** et de l'intérêt général,
- mettre au point **des outils et des méthodes** permettant aux associations d'agir au service du bien commun,
- développer, malgré le contexte, des logiques de **confiance et de partenariat sur les territoires, notamment avec les collectivités citoyennes**.

Il s'agit maintenant de **partager plus largement le travail** en mutualisant les moyens et les projets avec des réseaux adhérents, d'organiser des **liaisons plus étroites entre les membres du réseau** (notamment à travers les collectifs locaux et un réseau de correspondants).

Pour mener à bien ces différents chantiers, nous **avons besoin de vous**, et nous avons besoin de savoir quels sont vos désirs, vos attentes et les compétences ou disponibilité que vous pouvez mettre à disposition du réseau. Voici [ICI les différents groupes de travail](#) défini lors du séminaire, **informez-nous** : > des sujets qui vous intéressent et > comment vous pouvez y participer.



Et aussi...

Difficultés & Alternatives spécial « alternatiba »

60 000 personnes Place de la République et pas un mot dans les grands médias

Après le succès du village Parisien des Alternatives « Alternatiba » le 27/09 ([voir un aperçu avec nos vidéos](#)) on pourrait s'interroger sur le peu d'écho dans les médias officiels. Les grands médias lui ont préféré le salon du Mariage ou la journée sans voiture qui ont lieu le même jour. Comment capitaliser ce formidable mouvement qui a pourtant bien eu lieu ?



D'autres manifestations citoyennes sont prévues en parallèle des vitrines officielles de la COP21 (au grand Palais ou au salon du Bourget) : notamment un autre village mondial des alternatives les 5 et 6 décembre à Montreuil et la marche pour la justice climatique du 29 novembre.

Il est clair que les gouvernements négocient d'ores et déjà, un accord au rabais : il n'aura pas pour objectif de plafonner le réchauffement planétaire à 2°C, comme nécessaire, mais probablement entre 2,7 et 3,4°C.

L'objectif de la Coalition Climat 21, est de reprendre la main après la COP 21 pour réaffirmer des objectifs plus ambitieux que ceux des gouvernements, clairement influencés par les multinationales du pétrole,

de la croissance, etc. Rappelons que la COP est financée par 35 sponsors (Engie, Nissan, EDF...) multinationales polluantes pour l'environnement physique et social.

Distinguer sans séparer, rassembler sans confondre

Ce sont les mêmes mécanismes menés par les mêmes organisations qui dérèglent le climat et le social au Nord comme au Sud. L'humanité et son environnement sont intimement liés. Comment vivre ou même survivre sans eau potable, sans air et nourriture sains ? Ce sont nos biens communs à tous qu'il s'agit de défendre.

Manger bio, ou couper l'eau quand on se brosse les dents, est utile mais bien insuffisant. Pour avancer aujourd'hui il faut cesser de cloisonner et d'opposer ce qui est indissociable.

Comme le dit [Edgar Morin](#) : il faut s'unir. Dépasser les clivages, et dissiper les doutes pour agir en masse.

Des groupes comme Coalition Climat 21, CJA, Attac, 350.org, ou la Confédération paysanne ont pris en main des actions prévues à la fin de la COP. Le pire serait qu'après le 12 décembre les médias officiels disent que la planète est sauvée, alors qu'en 20 ans, les émissions de CO2 ont augmenté de 63 % et que ça continuera sur le même rythme.

La COP 21 le point de départ d'une série de mobilisations. En 2016, sont déjà prévues plusieurs actions contre les infrastructures des énergies fossiles, contre les projets de traités qui rendront impossible toute contestation (CETA, TAFTA), et les grands projets inutiles. Des journées de manifestations pour les bloquer sont prévues au printemps. Conscientiser les gens ne suffit pas, il faut créer aussi des leviers qui influent directement sur les profits. Créer une culture de résistance qui soutienne des actions de désobéissance, pour montrer que c'est possible.

Agenda du CAC

- **Mar 10 nov** émission d'[Atellanes](#) ([radio FPP](#)) sur [les accords de libre échanges](#) - à 18h Paris sur 106.3 ou [sur le net](#)
- **Samedi 14 nov** : [Associations et développement durable : tous concernés](#) événement du Groupe Associatif de Pays du Clermontois Plateau Picard dans le cadre de la COP 21 avec la participation du CAC - 9h30/18h Avrechy (60)
- **Samedi 14 nov** : [Les élus de Bretagne peuvent-ils faire sans les associations ?](#) Du Mvt asso B- 9h/17h St Brieuc (22)
- **Lundi 23 nov** : le [Conseil d'Administration](#) du CAC
- **Dim. 29 nov** : [marches historiques pour la justice climatique](#) à Paris et dans de nombreuses villes dans le monde
- **Samedi 5 et dimanche 6 décembre** : [Sommet citoyen pour le climat](#) - Montreuil (93)
- **Jeu 10 déc** : le CAC sera sur le stand Val de Marne sur le thème « [éduquer mobiliser et agir, et si les citoyens s'en mêlaient ?](#) » - le Bourget (13h30 - 19h)

Collectif des Associations Citoyennes

108 rue Saint-Maur 75011 Paris - Tél. : 07 70 98 78 56

www.associations-citoyennes.net - contact@associations-citoyennes.net

Notre [page FACEBOOK](#)